**Véronique Trillet-Lenoir,** *au nom du groupe Renew***.** – Madame la Présidente, la santé est un bien commun, un bien public, un bien mondial, un bien européen. Nous nous défendons collectivement, au cours de cette épidémie, par nos comportements raisonnables et respectueux, comme au sein de cet hémicycle. Nous saluons les efforts de financement de la recherche menés par la Commission européenne pour développer les traitements, les vaccins et les tests. Le Parlement européen a voté massivement, lors de sa résolution d’avril, un mécanisme européen de réponse sanitaire et nous avons collectivement demandé le renforcement des agences sanitaires, une coopération plus étroite entre les chercheurs et la restauration de notre souveraineté européenne.

Ne laissons pas les pays tiers nous rendre dépendants de leur recherche et de leur production de médicaments. Ne laissons pas les GAFAM s’emparer des données médicales de nos patients. Ne laissons pas les industriels de la santé, Sanofi ou autres, faire des enchères avec les vies humaines et confisquer des chances de guérison au nom du profit. Négocions, ensemble, avec eux les prix des médicaments.

Je suis d’accord avec vous, Monsieur le Commissaire, faisons de l’Agence européenne du médicament le pivot d’études cliniques coordonnées. Nous leur éviterons ainsi de se mettre en compétition les unes avec les autres. Faisons de l’Agence de contrôle et de prévention des maladies le cœur d’un réseau de laboratoires européens d’excellence en partenariat public-privé. Nous pouvons y arriver si nous sommes des Européens déterminés, unis et solidaires, et si nous inscrivons, dans le contrat financier pluriannuel, un programme spécifique dédié à la santé.